



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

# 135<sup>ème</sup> ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 23 - 27.10.2016

Conseil directeur  
Point 4

CL/199/4a)-R.1  
15 septembre 2016

## Rapport du Président

### a) Sur ses activités depuis la 198<sup>ème</sup> session du Conseil directeur

Depuis la dernière Assemblée, je suis resté en contact étroit et régulier avec le Secrétaire général de l'UIP et ses collègues du Secrétariat tant à Genève qu'au Bureau de New York. Nous avons discuté de diverses questions concernant l'Organisation, en particulier de ses Membres, de la Stratégie révisée de l'UIP et du nouvel Accord de coopération avec l'Organisation des Nations Unies.

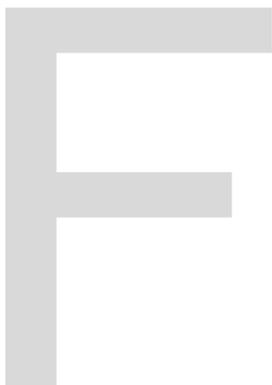
J'ai rencontré des Membres de l'UIP afin de renforcer les liens existants et d'en tisser de nouveaux. L'un de mes grands objectifs était de renforcer la visibilité de l'UIP par divers moyens : contacts personnels, médias sociaux et missions officielles. Les paragraphes qui suivent résument les actions que j'ai menées depuis la 134<sup>ème</sup> Assemblée de Lusaka.

Je me suis rendu à Bucarest en avril, à l'invitation du Parlement roumain, pour prendre la parole à une session spéciale conjointe de ce Parlement. Ma visite coïncidait avec le 125<sup>ème</sup> anniversaire de l'entrée de la Roumanie à l'UIP. Dans l'allocution que j'ai prononcée devant le Parlement le 18 avril, j'ai rendu hommage au Groupe interparlementaire roumain, à la loyauté et à l'ancienneté de sa participation, et à la contribution de la Roumanie à l'Organisation au fil des années. La Roumanie a accueilli en octobre 1931 la 27<sup>ème</sup> Conférence de l'UIP qui réunissait certains des hommes politiques les plus éminents de l'époque. Les efforts déployés par le pays entre les deux guerres et, dans les années 1960, en faveur de pourparlers parlementaires Est-Ouest ont été grandement appréciés.

La Roumanie accueillait en outre, les 18 et 19 avril, un Séminaire régional à l'intention des Parlements d'Europe centrale et orientale sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Cette initiative témoigne de l'attachement du Parlement roumain à l'UIP et de son rôle de leader dans la région. A cette occasion, la Roumanie a adopté une déclaration détaillée sur les ODD, la première en son genre.

J'ai rencontré le Président Klaus Iohannis et nous avons discuté de nombreux sujets, notamment du rôle des parlements dans la mise en œuvre des ODD et du nouvel Accord des Nations Unies sur les changements climatiques, de la contribution de la diplomatie parlementaire à la paix mondiale et de la crise des réfugiés en Europe. Par ailleurs, je me suis successivement entretenu avec le Président du Parlement roumain, le Ministre roumain de l'Environnement et celui des Affaires étrangères.

La Conférence de Paris de décembre 2015 a débouché sur un accord historique en matière de changement climatique, le premier à être universel, qui a été signé au Siège de l'ONU le 22 avril 2016. J'ai participé à cet événement à New York à un double titre puisque je suis originaire d'un Etat du sud de l'Asie qui subit régulièrement les effets dévastateurs des changements climatiques et que je représente une organisation qui se bat pour que des mesures soient prises dans ce domaine. Le novateur Plan d'action parlementaire de l'UIP sur les changements climatiques n'en sera que plus pertinent.



#IPU135

A l'invitation du Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, je me suis rendu à Moscou et je me suis adressé au Parlement russe le 18 mai. J'ai remercié la Russie d'avoir assumé un rôle plus important ces dernières années au sein de l'UIP et du groupe géopolitique d'Eurasie.

Fidèle à son mandat fondamental, l'UIP a joué un rôle de premier plan, au plus fort de la guerre froide, dans l'organisation de la première rencontre entre Margaret Thatcher et Mikhaïl Gorbatchev, premiers ministres du Royaume-Uni et de l'Union soviétique. L'UIP n'a cessé de promouvoir un règlement pacifique des différends par le dialogue politique et la diplomatie parlementaire.

Tout en rendant hommage à la longue participation de la Russie à l'UIP, j'ai exhorté les parlementaires à continuer d'œuvrer pour la paix. Les parlements ont en effet un rôle déterminant à jouer dans la réalisation d'un monde meilleur puisqu'il leur incombe d'établir une législation adéquate et de veiller au contrôle de l'application de mesures telles que celles qui visent à atteindre les ODD. J'ai aussi insisté sur l'attachement de l'UIP à la démocratie, à l'état de droit, à la bonne gouvernance et aux droits de l'homme. J'ai souligné l'apport précieux des Assemblées de l'UIP en tant que forums de diplomatie parlementaire, de discussion des problèmes et de recherche de solutions, et indiqué que l'UIP continuait à proposer ses bons offices aux parties en conflit, en tant qu'intermédiaire intègre dénué de toute arrière-pensée.

J'ai rencontré des ministres et des hauts fonctionnaires, et j'ai participé à une séance plénière de l'Assemblée interparlementaire des nations membres de la Communauté des Etats indépendants à Saint-Pétersbourg. Cette assemblée, qui avait précédemment le statut d'observateur permanent, est maintenant un Membre associé de l'UIP. Cette visite à Saint-Pétersbourg m'a convaincu que ce serait un lieu idéal pour une prochaine Assemblée de l'UIP.

Le 21 mai, je suis parti pour les Etats du Golfe et j'ai été accueilli au Koweït par le Président de l'Assemblée nationale. Nous avons parlé du renforcement de la coopération entre l'UIP et le Parlement du Koweït, de la représentation des femmes à l'assemblée législative et de la situation politique au Moyen-Orient. Le lendemain, j'ai rendu une visite de courtoisie au Premier ministre du Koweït et j'ai également eu l'occasion de m'entretenir avec l'Emir intérimaire de cet Etat du Golfe.

La Lituanie, autre Membre de longue date de l'UIP, m'a invité à participer aux célébrations du 26<sup>ème</sup> anniversaire de son indépendance après l'éclatement de l'Union soviétique. Dans l'allocution que j'ai prononcée devant le Seimas, j'ai appelé les parlementaires à veiller à ce que le pays mette sur pied un solide plan de réalisation des ODD. J'ai souligné qu'il incombait aux parlementaires d'améliorer le niveau de vie des citoyens dans un monde où il n'y a plus ni certitude, ni pérennité, ni sécurité. Evoquant certains événements récents dans la région qui ont éveillé des souvenirs de guerre froide, j'ai indiqué que l'UIP était, comme toujours, prête à apporter son aide pour servir d'intermédiaire et faciliter le dialogue dans la recherche d'une paix durable.

La Lituanie a parcouru un long chemin depuis la guerre froide. Elle fait maintenant partie de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Dans son indice de développement humain, l'ONU classe la Lituanie dans la catégorie des pays à "développement humain très élevé", sans compter que l'économie du pays affiche l'une des plus fortes croissances d'Europe. La Lituanie peut être fière de ce qu'elle a accompli et servir de modèle à toute la région.

J'ai félicité le pays pour son attitude progressiste en matière d'égalité des sexes et de délégation de pouvoir aux jeunes, illustrée par le fait que la présidence du pays et celle de son Parlement sont assurées par des femmes et que de nombreux jeunes siègent au Parlement. J'ai appelé ce dernier à jouer un rôle plus actif au sein du groupe géopolitique des Douze Plus et de l'UIP en général.

En juillet, je suis reparti à New York pour le débat de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution *Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire*. Le Bangladesh, pays qui détient actuellement la présidence de l'UIP, a saisi l'occasion pour diriger les efforts de mobilisation des Etats membres autour de cette motion. La résolution a été adoptée par consensus le 25 juillet avec le soutien de 77 coauteurs. Ce jour-là, j'ai pris la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU pour souligner les bienfaits d'une interaction accrue entre le système de l'ONU, les parlements et l'UIP, et j'ai participé à la cérémonie de signature de la résolution. Je suis convaincu que le cadre ainsi établi permettra d'approfondir encore notre partenariat stratégique au bénéfice de la communauté internationale.

Dans le même ordre d'idées, le nouvel Accord de coopération entre l'UIP et l'ONU a été conclu et signé à New York le 22 juillet 2016. J'ai salué ce nouvel Accord qui définit le cadre d'une collaboration plus forte et plus solide entre l'UIP et l'ONU. Cet accord est l'aboutissement d'un processus long et intense. Peu de temps après avoir été élu Président de l'UIP, j'ai convoqué une réunion conjointe du Comité préparatoire de la quatrième Conférence mondiale des Présidents de parlement et de la Commission des Affaires des Nations Unies, en novembre 2014 pour discuter des moyens de renforcer les relations institutionnelles entre l'UIP et l'ONU. Ce souhait a été reflété concrètement dans la Déclaration adoptée par les Présidents de parlement lors de leur Conférence mondiale en août 2015, qui ont appelé les deux organisations à "étendre leur coopération".

Le 28 août, je me suis rendu à Astana, au Kazakhstan, à l'invitation du Sénat kazakh qui m'avait demandé d'ouvrir la conférence internationale organisée sur le thème *Construire un monde sans armes nucléaires*. La date de cette manifestation coïncidait avec la Journée internationale contre les essais nucléaires, fixée au 29 août. C'est une cause qui me tient à cœur et à laquelle je travaille depuis de nombreuses années. A Astana, j'ai rencontré le Président Nazarbayev afin d'examiner avec lui comment les parlements et gouvernements pouvaient travailler ensemble pour promouvoir le désarmement nucléaire. J'ai également eu des réunions avec les Présidents des deux Chambres du Parlement kazakh au cours desquelles j'ai appelé à une interaction plus étroite avec l'UIP. Nous avons évoqué la possibilité que le Kazakhstan accueille une future Assemblée de l'UIP.

J'ai été invité à prendre la parole devant le Congrès mondial 2016 du Bureau international de la paix (BIP) réuni à Berlin du 30 septembre au 3 octobre. L'UIP et le BIP, qui ont en commun la recherche de la paix et du dialogue, entretiennent de bonnes relations depuis très longtemps. Le Congrès a concentré ses travaux sur le thème de la réallocation des dépenses militaires au développement durable par le biais du désarmement, sujet cher à l'UIP. Dans mon allocution, j'ai salué le travail réalisé par le BIP pour promouvoir des relations harmonieuses entre les nations dans une période marquée par la violence, le terrorisme et les bouleversements. Chacune à sa façon, les deux Organisations œuvrent à l'avènement d'un monde sans guerre.

Je suis retourné à New York le 20 septembre pour participer à la réunion du Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'initiative "Chaque femme, chaque enfant", qui s'est déroulée en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Groupe a discuté de la feuille de route visant à mettre l'initiative "Chaque femme, chaque enfant" et la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent (2016-2030) au diapason des Objectifs de développement durable (ODD). Les axes de travail ci-dessous ont été suggérés pour que les membres du Groupe assurent un leadership politique et mobilisent les efforts : 1) S'épanouir : favoriser l'investissement pendant les premières années ; 2) Transformer : renforcer la collaboration intersectorielle ; et 3) Survivre dans les contextes d'urgence humanitaire et de fragilité.